

ses partisans ont été récupérés dans l'électorat de l'extrême droite et qu'en cette période de "crise" de "leur" système il est bon de serrer les rangs en se faisant plaisir avec quelques rodomontades. Certains de leurs partisans, on le lit souvent "entre les lignes" de leurs écrits et déclarations, à l'image de leur leader, ont des réflexes de caste qui les conduisent à répugner de céder à ceux qu'ils considèrent extérieurs à la dite caste... Ainsi à une demande unanime d'augmentation salariale on répond... par un cadeau aux chefs d'entreprise sous forme, par exemple, de la suppression de la taxe professionnelle. Certes, on est en métropole donc le message est codé mais en ce qui concerne les conflits actuels Outre-mer on prend moins de gants... Pour l'instant l'assistance sociale se fera donc sous forme d'escadrons de gardes mobiles... nostalgie quand tu nous tiens...

Serge Galès

Déclaration d'Olivier Besancenot

Plus de vingt milliards pour les banques et les entreprises et seulement 2,6 milliards d'euros pour les salariés qui sont l'immense majorité de la population. Soit 70 euros par an par foyer fiscal ! Moins de 6 euros par mois ! Rien pour les salaires, les retraites, les minima sociaux, rien pour bloquer les licenciements qui se multiplient, alors même que les profits des plus grosses entreprises sont toujours aussi colossaux....

Voilà bien qui résume les choix de Nicolas Sarkozy : effort, travail, réforme... mais toujours dans le même sens, toujours pour les mêmes. Jusqu'à la caricature lorsqu'il insulte les peuples d'outre-mer, en particulier de Guadeloupe, qui n'auront droit qu'à une phrase méprisante et condescendante.

Celles et ceux qui souffrent de la crise, des licenciements, du pouvoir d'achat qui recule, les travailleurs qui sont descendus dans la rue par millions ne peuvent que se sentir déterminés à poursuivre, développer la mobilisation contre la politique de Sarkozy. Les Guadeloupéens mènent depuis plusieurs semaines, un combat qui est aussi le nôtre. Un exemple à suivre ici, en métropole pour lutter tous ensemble ■

Pour contacter les militant(e)s du NPA sur le Haillan, rien de plus simple :

- Par courrier : 31 rue du Hapshot 33185 LE HAILLAN
- Par téléphone : Philippe ROUZÉ au 05 56 28 40 89
Jean-Louis DANFLOUS au 05 56 57 81 97
- Par mail : npa.lehaillan@laposte.net

Vous pouvez vous tenir informés de nos activités sur :

- notre site : <http://npa.lehaillan.free.fr/>
- notre blog : <http://npalehaillan.blogspot.com/>
- le site national : <http://www.npa2009.org/>

Le trublion du Haillan



Le Nouveau Parti Anticapitaliste est né...

Le Nouveau Parti Anticapitaliste s'est fondé début mars 2009 en adoptant un programme, des statuts provisoires, un nom, une orientation politique et en élisant une nouvelle direction.

La conclusion d'un processus et d'une dynamique de rassemblement des forces anticapitalistes et révolutionnaires entamé, il y a maintenant dix huit mois. Qui a impliqué que la LCR laisse place à ce nouveau parti. Le NPA est d'ores et déjà une nouvelle réalité politique que nous avons pu forger ensemble, mais au delà de la satisfaction, c'est bien un sentiment de responsabilité et de prise en compte de la gravité de la situation qui a dominé nos débats.

En effet, la création du NPA n'est pas un événement hors-sol des réalités politiques. La

N° 17
Mars 2009

fondation du NPA s'inscrit, et sans doute s'ex-

plique aussi, par un contexte de crise globale. Le capitalisme s'enfoncé dans une crise profonde, historique, qui n'est plus niée par la plupart des dirigeants de la planète. Elle ne se réduit ni à une crise financière, ni à l'échec de la régulation libérale du système capitaliste, mais bel et bien à l'échec d'un système de généralisation du marché afin de satisfaire la soif de profits des possédants. C'est l'ensemble de la population et du monde du travail qui risque de payer une crise, dont les acteurs centraux du système (les banques, les puissances financières, les institutions capitalistes) sont les premiers responsables. Les licenciements massifs, la vie chère, la destruction méthodique des services publics en sont les premières manifestations et provoquent les premières mobilisations. Dans le même temps, une crise écologique et alimentaire frappe les populations dans l'essence même de leurs conditions de vie.

Face à cette crise de civilisation capitaliste, nous voulons installer une force qui défende la perspective d'une transformation radicale de la société, d'une reconstruction d'une perspective socialiste profondément démocratique, qui remet en cause la propriété privée des grands moyens de production..



Les premières mobilisations éclatent. La Guadeloupe et la Martinique se soulèvent contre la vie chère, les injustices et les discriminations. Le 29 janvier, nous étions plusieurs millions en grève et en manifestation alors que se dessine une nouvelle journée le 19 mars. Après les lycéens en décembre, universitaires et étudiants, prennent le chemin de la rue pour faire plier un gouvernement qui n'a renoncé en rien à ses projets de démolition sociale. Des appels convergent pour remettre en cause les projets liberticides du pouvoir.

Nous appuyons tout ce qui permet la convergence des luttes, toutes les ini-

tiatives de mobilisation vers un mouvement d'ensemble contre le gouvernement et sa politique. Un nouveau mai 68 pour battre Sarkozy. C'est bien pourquoi le NPA sera au coeur des mobilisations, des grèves et des manifestations, proposera constamment le rassemblement unitaire des forces de la gauche sociale et politique pour soutenir les luttes. Comme nous l'avons fait sur le terrain des licenciements. Comme nous le proposerons pour la nouvelle journée de grèves et de manifestations le 19 mars ou pour appuyer le combat des travailleurs de l'automobile.

Dans cette période de tensions sociales et politiques, nous voulons défendre un plan d'urgence, un plan de sortie de crise en faveur des travailleurs et de la population. Un plan de mesures concrètes, qui se refuse à gérer à accompagner le capitalisme, à financer les responsables de la crise comme le fait le pouvoir, mais comme le propose également le projet du PS. Nous voulons l'augmentation du pouvoir d'achat de 300 euros nets par mois pour tous et toutes ; aucun revenu, salaire ou autre en dessous de 1500 euros nets. La suppression de la TVA à commencer par les produits de première nécessité ; le blocage et la baisse des loyers, la lutte contre les hypermarchés qui font du profit sur le dos des consommateurs tout en étranglant les petits producteurs. Nous défendrons l'interdiction

des licenciements dans les grandes comme dans les petites entreprises, dans le privé comme dans le public où les suppressions de postes n'ont jamais été aussi fortes. Nous refusons et combattons la loi Bachelot de marchandisation et de privatisation de la santé. Nous sommes aux côtés des universitaires et des étudiants contre la loi Péresse. Nous refusons les privatisations d'hier et d'aujourd'hui, de droite comme de gauche, et nous battons pour l'expropriation des banques et compagnies financières, la mise en place d'un service public bancaire contrôlé par la population...

Autour d'un programme anticapitaliste, et d'une perspective indépendante de la direction du PS qui se situe dans le cadre de la gestion du système, nous souhaitons le rassemblement le plus large. Dans les luttes comme dans les élections. Un rassemblement durable qui offre une perspective alternative à celles et ceux qui souffrent de la crise, qui n'en peuvent plus de l'arrogance du pouvoir et du patronat. Une union cohérente qui défend la même politique dans les luttes et dans les élections, aux Européennes comme aux régionales, en France, comme en Europe ■

Le temps des colonies...

La droite française a un aspect "va-t-en guerre" récurrent qu'elle n'a semble-t-il pu mettre aux oubliettes de "son passé"... A chaque conflit important il faut qu'un de ses leaders déclare « *qu'ils ne cèderont pas face à la violence* » pour justifier l'envoi de forces armées avec pour mission d'en découdre avec "les fauteurs de troubles" et provoquer ainsi des affrontements violents. Pourtant, à chaque fois le scénario est le même, après la mort ou les blessures graves d'un pauvre bougre, qu'il s'appelle Malik ou... (peut-être vous, si vous passez au mauvais endroit au mauvais moment) l'indignation populaire et la peur d'une généralisation du conflit ils font précipitamment marche arrière. Donc pourquoi répéter inlassablement la même erreur "tactique" ? N'oublions pas que l'UMP est un parti de droite "pure et dure" et que nombre de

